

La France au Maroc : **la “pénétration pacifique”**

Sans répondre aux propositions qu'était venue lui soumettre, à Fez, la mission conduite par M. Saint-René-Taillandier, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République française; sans presque avoir discuté le plan de réformes pour la réalisation duquel notre Gouvernement lui demandait son assentiment, sa coopération; le sultan Abd el Aziz vient de notifier sa décision de faire appel à une conférence internationale qui statuerait sur notre programme.

Tel est le résultat de six mois, bientôt, de négociations préliminaires. C'est l'échec de la politique que poursuivait la France au Maroc depuis des années, et à laquelle les accords diplomatiques signés, en 1904, avec l'Angleterre et l'Espagne, et qui mettaient fin à des compétitions ardentes, semblaient avoir définitivement assuré le succès.

Si quelqu'un a été surpris de cet avortement, ce n'est certes pas moi. Et pour qu'on ne m'accuse pas de venir jouer ici, après coup, le prophète à bon compte, je vais exposer mes raisons. Puisqu'il faut bien parler politique, parlons en, sans acrimonie, comme aussi sans complaisance.

On sait, du reste, que ce n'était guère là ma vocation. J'ai déclaré déjà qu'en arrivant au Maroc je n'avais qu'un désir: remplir honnêtement la tâche pour laquelle j'avais été appelé, faire en paix ma petite affaire, sans autrement me soucier des vastes projets par quoi les destinées des peuples peuvent être changées. Ce sont là jeux de princes ou de diplomates. Je me suis toujours efforcé de tenir ces bonnes résolutions. Mais les circonstances firent que Mouley Abd el Aziz m'accorda une petite part de sa confiance et que la politique, tout à coup, devint si envahissante qu'on ne pouvait plus s'en désintéresser, quelque envie qu'on en eût.

Le Sultan, que j'avais connu si enfant, si insouciant, s'était rapidement assagi et orienté, par force, vers des préoccupations graves. De temps à autre, il me faisait l'honneur de me questionner sur les événements dont nous étions témoins, qu'il nous fallait bien suivre. Je lui répondais de mon mieux, en toute loyauté. Et, partagé entre deux sentiments, la gratitude, le respectueux et sincère attachement que j'ai voué à Abd el Aziz et mon amour pour mon pays, que j'aurais voulu pouvoir servir plus utilement encore, j'ai toujours rempli, avant tout, mon devoir de bon Français, tel que me le dictait ma conscience.

Quand je quittai Fez, à la fin de 1904, rappelé à la côte avec tous les Européens, je ne conservais aucune illusion sur l'accueil qui serait fait à la mission française dont l'arrivée, depuis quelques semaines annoncée, était retardée sans cesse, ni sur le résultat final de ses travaux.

Dans les jours qui précédèrent mon départ imprévu, j'eus avec le Sultan plusieurs entrevues. Nos entretiens, francs, abandonnés de part et d'autre, ne laissèrent dans mon esprit aucun doute sur ses intentions, sur sa résolution bien arrêtée de se défendre.

La France au Maroc : la «pénétration pacifique»

L'avant-dernière fois que je le vis, je passai deux heures entières près de lui, à causer.

La conversation sérieuse s'engagea sur une question d'Abd el Aziz, touchant justement la mission française dont nous n'entendions plus qu'à peine parler.

- Sais-tu, me demanda-t-il, si la mission est en route?

- Je ne crois pas, répondis-je; et même, je doute qu'elle vienne

- Et pourquoi donc? dit-il, ouvrant de grands yeux surpris.

- Parce qu'il y a des troubles sur la route de Tanger à Fez, que les chemins ne sont pas sûrs pour venir jusqu'à toi, et qu'il lui faudrait aller passer par Larache. Et tu dois comprendre combien il est fâcheux que l'ambassadeur d'une puissance comme la France ne puisse venir voir le Sultan du Maroc sans être obligé de faire un détour pour ne pas s'exposer à être arrêté, attaqué. Le Gouvernement français ne peut pas être content de toi. Sur notre frontière d'Algérie, nous avons à chaque instant des troubles. Les Européens de la côte, eux aussi, ont souvent des ennuis graves avec tes sujets. C'est à nous qu'ils s'adressent maintenant pour obtenir réparation, puisque, désormais, c'est nous qui sommes, dans tes états, les gardiens de l'ordre. Non, la France ne peut pas être satisfaite, et tu dois le sentir, car tu es juste.

Il ne répondait pas. Je repris:

- Ce serait si facile, je crois, de faire revenir l'ordre au Maroc. La mission militaire pourrait t'aider grandement. Chaque fois que tu lui as demandé son concours, elle a été heureuse de te le prêter. Elle est prête à te servir avec dévouement. Mais tu ne lui donnes seulement pas de soldats à instruire, ou le moins que tu peux.

- Écoute, me dit alors Abd el Aziz: écoute, cette mission ne m'est vraiment pas bien utile, et elle me coûte beaucoup d'argent. Je viens d'écrire pour qu'on la retire."

Voilà comment j'appris le congé donné à la mission militaire française. J'en demeurai stupéfait.

- Pardonne-moi, dis-je à Abd el Aziz, de te parler ainsi, mais si vraiment tu as fait cela, c'est très grave. Qui a pu te donner un pareil conseil ? La France a déjà de sérieuses raisons d'être mécontente. Elle comptait sur ses officiers pour te seconder dans la tâche qu'elle a acceptée de ramener le calme ici. Elle va se trouver gravement offensée de ton attitude... C'est peut être la guerre !....

Abd el Aziz ne se troubla pas, comme je l'avais espéré, lui que je savais si pacifique, si calme. Evidemment, on l'avait travaillé en conscience.

- Tu n'ignores pas, continuai-je, que cent mille hommes sont là, à la frontière algérienne, prêts à entrer chez toi. Cent mille hommes !.. .

- Bast ! répondit, très tranquille, le Sultan. Qu'est-ce que cent mille hommes, quand mon peuple tout entier peut prendre les armes, si on l'y pousse. En rien de temps, vos cent mille hommes seront anéantis.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

Décidément, on m'avait changé Sidna. Il semblait résolu à tout, plutôt que de céder.

- Mes hommes, ajouta-t-il, ne sont pas comme ceux de l'Algérie ou de la Tunisie. Ils sont braves. Ils sortent de terre au moment où on s'y attend le moins.

- Possible. Mais si les soldats qui sont en Algérie ne suffisent pas, on en enverra de France.

- Combien en avez-vous? questionna Abd el Aziz incrédule.

- Un million ! jetai-je au hasard.

Il rit.

- Rien que ça ! J'ai cinq millions d'hommes dans mon pays.

- Oui, mais tu n'as ni fusils, ni canons; pas de cartouches, pas de boulets.

Et je montrai les bateaux de guerre, les frégates françaises arrivant à toute vapeur dès la déclaration de guerre, occupant les ports, surveillant la côte, empêchant l'entrée de toute contrebande de guerre, armes ou munitions, et de l'argent même, si nécessaire pour faire la guerre.

J'évoquai des tableaux de batailles, les hommes mitraillés, fauchés sans savoir d'où leur vient le coup, des files entières s'écroulant comme il avait vu faire le mur, le jour où nous essayions le canon d'Oudjda, et je lui peignis l'effroi de ses soldats se débandant aux premiers obus.

Il commençait à s'ébranler.

- Peut-être. Tout ce que tu dis est possible. Mais nous vous tuerons aussi beaucoup d'hommes, et vous allez dépenser bien de l'argent.

- Tu ne peux pourtant pas douter, ajoutai-je, que, si la France s'aventure dans une guerre pareille, il faudra bien qu'en fin de compte elle demeure victorieuse. Elle ne pourra plus reculer. Elle ne s'arrêtera que lorsque ton pays sera entièrement sous sa domination, toi tué à la guerre, à la tête de tes troupes, ou exilé.

Tout cela, en vérité, est bien égal aux gens qui te poussent. Ce sont probablement ceux qui se sont enrichis à ton service, et veulent continuer à s'enrichir. Ils ont peur de te voir faire des réformes utiles à ton pays et suivre les conseils de la France. Ils ont peur que le jour où tu découvriras toute la vérité, tu ne les mettes en prison et confisques leurs biens. Qu'ont-ils à perdre à une guerre ? Ils savent que la France, maîtresse du Maroc et d'eux, ne les dépouillera pas, et qu'ainsi ils pourront continuer à jouir en paix de ce qu'ils ont acquis aux dépens de toi et de ton peuple.

Abd el Aziz achevait d'y voir clair. Mais ce qu'il ne comprenait pas, c'était pourquoi la France voulait, d'un coup, toutes les réformes qu'on lui avait fait entrevoir qu'elle allait entreprendre; pourquoi elle voulait s'installer au coeur même du pays, dans sa capitale.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

Je tentai de lui faire entendre que les Européens, ayant beaucoup d'intérêts, et très gros, au Maroc, ne pouvaient réellement être tranquilles tant que le pays serait livré, comme il l'était, à l'anarchie, et toujours sous le coup de rébellions, de guerres entre tribus.

- Mais pourquoi si vite ? Faites sur la côte tout ce que vous voudrez, mais ne touchez pas à la Ville Sainte, ne touchez pas à Fez. Car moi, dont tu connais les sentiments, je serais pourtant incapable de résister aux colères que vous soulèveriez, et ce sont les chefs religieux qui déchaîneraient la révolte. Et alors, que deviendriez-vous, vous tous qui habitez Fez ?

- On nous ramènerait à la côte, répondis-je.

- Mais vous seriez tous massacrés auparavant. Je ne pourrais même pas vous protéger. Ici, à Fez, reprit-il, vous pouvez toujours envoyer des commerçants, et alors les Fasis, tous ceux de nos sujets qui viennent vers la capitale au moment des fêtes ou qu'amènent leurs affaires s'habitueront peu à peu à vous voir, à commercer avec vous. Ils vous apprécieront, deviendront vos amis. Mais pourquoi, encore une fois, brusquer les choses ? Je comprends parfaitement, et tu le sais mieux que personne, que mon pays ne peut rester tel qu'il a été jusqu'à présent, qu'il doit s'ouvrir plus largement aux Européens. Mais du moins qu'on commence par la côte et qu'on s'avance peu à peu vers l'intérieur. Qu'on tente même, si l'on veut, quelque chose du côté de Marrakech. Peut-être qu'un chemin de fer de cette capitale à la mer ne soulèverait pas de grandes difficultés. Mais, encore une fois, abandonnez pour le moment le projet de rien faire à Fez. Laissez y agir peu à peu les commerçants, et n'excitez pas les passions religieuses.

Car, enfin, tu vois bien que je n'aurais nulle autorité, ici, pour empêcher une révolte. Les *oulemas* seraient les plus forts. Et alors?... La France m'aiderait-elle à châtier les rebelles?... Oui, ton *bachadour* (ambassadeur) va me le promettre. Mais il mentira, comme lui mentent tous mes ministres à moi.”

Et ici il convient d'ouvrir une parenthèse : c'est un axiome, au Maroc, que tout diplomate, tout homme qui touche, de près ou de loin, la politique est un menteur, par prédestination, par devoir. Au demeurant, le meilleur fils du monde ! Lorsque le vieux Si Fedoul Gharnet ministre des affaires étrangères sous le défunt Sultan, et aujourd'hui encore grand vizir, à plus de quatre vingts ans, fut disgracié par Mouley Hassan pour je ne sais quelle rapine, et même sur le point d'être embastillé, il s'en alla trouver son maître:

- J'ai appris, lui dit-il, que tu allais me mettre en prison. Que la volonté de Sidna soit faite. Pourtant j'ai bien réfléchi. Je ne crois pas que tu puisses me remplacer. Jamais tu ne pourras, dans tout ton empire, trouver un homme qui sache aussi bien que moi, mentir aux Européens.

Le Sultan rit beaucoup et pardonna. Si Fedoul Gharnet demeura en place et s'est adroitement maintenu.

Mais revenons à Abd el Aziz, à ses inquiétudes que j'entrevois.

Mes déclarations avaient évidemment produit quelque impression sur son esprit mal affermi. Il se sentait impuissant, ballotté entre deux courants opposés. J'aurais voulu le décider, emporter ses dernières résistances.

Je lui soumis l'idée d'offrir à la France, dans la plénitude de son droit de souverain, et prévenant les propositions qu'allait lui soumettre un jour ou l'autre le *bachadour* de la République, une sorte d'accord analogue à celui que nous venions de signer avec l'Angleterre et l'Espagne, traité parallèle et qui lierait les deux parties contractantes, serait la charte de leurs rapports réciproques. Il ne fallait pas attendre qu'on lui imposât des réformes. Il fallait les offrir, et demander librement le concours du gouvernement français pour les réaliser. L'accord serait publié dans les journaux du monde entier, ajoutais-je, et serait d'autant plus inviolable.

J'avais quelques raisons de supposer que ce dernier argument toucherait beaucoup Abd el Aziz. Je l'avais beaucoup entretenu de la puissance actuelle de la presse et de son rôle souvent excellent. Ce n'est pas dans l'espoir de recueillir des remerciements, mais si les journalistes qui accompagnaient à Fez la mission française ont été reçus par Abd el Aziz, c'est, pour la plus grande part, à mon insistance qu'ils le doivent. C'est moi qui étais chargé de faire connaître au Sultan l'opinion des journaux français sur le Maroc et sa politique. Il s'en inquiétait beaucoup, et voulait savoir tout, absolument tout ce qu'on disait de lui. Je le prévins qu'il entendrait parfois des choses désagréables. Tant pis ! il insista.

Il riait de bon coeur de certaines assertions contenues dans les articles que je lui traduisais.

- Mais, interrompait-il, tu sais bien que ce n'est pas vrai !

- Certes, ripostais-je. Mais comment veux-tu qu'ils le sachent. Ils n'ont, pour les renseigner, que ce que disent les Européens de Tanger, c'est-à-dire la légation, le ministère à Paris.

Et même, n'étais-je pas allé jusqu'à lui conseiller de faire appel, lui aussi, au concours de la presse, pour faire connaître son opinion, ses desseins, et répondre à tous les on-dit ? C'est dans le même ordre d'esprit qu'avant de lui dire adieu, je l'ai poussé à donner audience aux journalistes, s'il en venait avec la mission, comme nous nous y attendions; de faire porter par eux ses déclarations à l'opinion publique par dessus la tête des officiels. Il l'a fait, comme vous savez.

Détail amusant: ce fut la chute du général André, dont je lui narraï les péripéties, qui l'éclaira définitivement sur l'ascendant de la presse. Il fut dès lors converti à mes théories.

Le parti que je lui suggérais, dans l'arrangement de puissance à puissance avec la France, souriait assez au Sultan, de prime abord. Puis il y vit une objection:

- La France, me dit-il, est trop sûre d'elle et de sa force. Elle se croit à même de pouvoir aisément me dévorer quand il lui plaira. Elle croirait s'abaisser en traitant avec moi.

Je lâchai prise, mais n'abandonnai pas l'idée de faire appel, par l'entremise de la presse, au Parlement français, à l'opinion tout entière, et je lui demandai la permission de résumer, sous la forme d'une courte lettre ouverte au Président de la République. que j'adresserais à un grand

journal de Paris en lui demandant de l'insérer, les déclarations qu'il venait de me confier. Il m'en pria.

Notre conversation, quand il se la rappela, qu'il y réfléchit, frappa vivement Abd el Aziz. Moi parti, il faisait mander M. Gaillard, consul de France à Fez, pour l'entretenir de la situation. Puis il convoqua à leur tour les ministres. Après quoi, il écrivit une seconde lettre atténuant l'effet de la première, la révoquant. Ainsi il se disait, comptant sur les traditionnelles lenteurs diplomatiques, qu'avant que le ministre de France eut pu préparer à Tanger sa réponse, il aurait reçu cette amende honorable. L'incident serait évité.

Cependant notre légation avait cette fois, été vite en besogne, et, avant les cinq jours que mit pour gagner Tanger le dernier courrier impérial, l'ordre arrivait très ferme, au consul de France, de rompre toutes relations avec le Makhzen et, dans les huit jours qui allaient suivre, de revenir à la côte en y ramenant tous les Européens résidant à Fez. Le ministre des affaires étrangères du Sultan était immédiatement avisé de cette mesure, et mettait à son tour Abd el Aziz au courant de ce grave incident.

Donc, quand je me rendis, le 8 décembre, au Palais pour lui soumettre le texte de la lettre au Président de la République, le Sultan savait tout.

Il n'était ni inquiet, ni nerveux, comptant bien toujours sur l'effet de sa seconde missive qui devait maintenant être parvenue à Tanger.

- Que vas-tu faire? me demanda-t-il après les premiers mots échangés sur la situation.

- Mais, dis-je, obéir à mon gouvernement et partir.

- Mais non, répliqua-t-il. Vous ne partirez pas, ni les uns ni les autres.

Je lui lus le brouillon de lettre que j'avais rédigé. Il l'approuva pleinement, me demanda de l'expédier.

- Je l'emporterai moi-même, dis-je, puisque je rentre en France.

Il souriait, haussait doucement les épaules, faisait des gestes de dénégation, très incrédule. Je lui fis pourtant mes adieux, le remerciant une fois encore des bontés qu'il n'avait cessé de me témoigner. Mais il me vit m'éloigner très convaincu qu'il me reverrait bientôt. Ça allait être une question de quelques mois, en réalité.

Abd el Aziz avait trop compté sur la patience et les tergiversations qui sont vertus diplomatiques. La légation de France se montra, cette fois, extraordinairement nerveuse et précipitée. Nous partîmes, déférant à ses ordres, inclinés devant une autorité qui pourrait, au besoin, s'imposer et qui l'a prouvé.

J'emportais avec moi la lettre qui contenait les intentions d'Abd el Aziz, et, dès mon arrivée à Tanger, je me présentai chez notre ministre. La première chose que j'appris fut que l'ordre de rappel était annulé et que j'étais libre de retourner d'où je venais, si bon me semblait.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

Jamais je ne vis homme plus calme, plus content de lui que n'était M Saint-René-Taillandier. La reculade du Sultan était bien faite, au surplus, pour l'entretenir dans ces sentiments de quiétude et de satisfaction.

En présence de cette attitude conciliante, le *bachadour* s'apprêtait à conduire à Fez la fameuse mission depuis longtemps annoncée.

Je m'attendais à des questions sur la situation là-bas, sur ce que je pouvais savoir des dispositions du Makhzen et du Sultan lui-même. M. Saint-René-Taillandier daigna seulement me demander des renseignements sur l'état de la route.

Ma foi, je n'eus point l'outrecuidance d'en offrir d'autres, tremblant, qu'on ne m'accusât, moi chétif, de témérité, de présomption, et qu'on ne me renvoyât à mon échoppe.

Je n'ai point, non plus, publié ma lettre, la lettre du Sultan, pourrais-je dire. A quoi bon? Mieux valait laisser aller la diplomatie sans la troubler, sans gêner les négociations si délicates qu'elle poursuivait. Si je la donne ici, c'est à titre de simple document. La voici:

Fez, 8 décembre 1904.

A Monsieur le Président de la République française,
à Paris
Monsieur le Président,

J'ai eu, ces jours derniers, plusieurs longs entretiens avec Sa Majesté le Sultan Mouley Abd el Aziz, et je crois de mon devoir de Français, ami de la paix, de vous envoyer la note ci-dessous, qui résume exactement la pensée et les désirs de Sa Majesté Chérifienne et qu'elle a bien voulu approuver:

La diplomatie française ferait fausse route et créerait entre nos deux gouvernements des malentendus regrettables et de graves conflits, si elle croyait le Maroc en ruines et si elle pensait qu'il n'y a plus qu'à l'annexer sous la forme déguisée d'un protectorat semblable à celui de la Tunisie ou de Madagascar.

Comme par le passé, le Maroc entend rester libre dans l'avenir. Il faut qu'on le sache et qu'on le dise bien haut en Europe.

Notre livre saint, le Coran, sagement interprété, est favorable à tous les progrès, puisqu'il dit qu'Allah est la source de tous les biens. Nos sympathies sont accordées d'avance au progrès de l'agriculture, de l'industrie, de l'administration.

Nous demanderons volontiers à la France, notre voisine, ses conseils et son concours, mais seulement lorsque nous sentirons le besoin et la possibilité de les réaliser. Mais nous ne pouvons pas admettre qu'on veuille nous imposer des transformations de l'opportunité

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

desquelles nous sommes les meilleurs juges, et encore moins des personnages officiels étrangers, qui prendraient la place de nos chefs indigènes.

A cette atteinte à son indépendance, le Maroc répondrait par un soulèvement général qui revêtirait bientôt la forme des anciennes guerres saintes de l'Islam contre les infidèles.

Nous ferons bon accueil aux Français de valeur, hommes de science et commerçants, qui viendront chez nous. Ils y pourront donner libre essor à leur initiative et faire valoir leurs capitaux. Mais ce sera à titre privé, sous notre contrôle, avec notre autorisation.

Nous avons constaté avec plaisir que les hommes les plus éminents de la République française ont parlé en faveur de la paix. Nous espérons que, par une déclaration publique et avec la même franchise et la même bonne volonté que nous, vous dissiperez, chez les Marocains, toutes craintes d'intrigues et de manoeuvres préliminaires d'une conquête.

Louange à Dieu, et que la paix règne toujours entre la France et le Maroc !

Telles sont, Monsieur le Président, les déclarations que j'ai l'honneur de vous transmettre, au nom de Sa Majesté le Sultan Abd el Aziz, et que je vous prie de vouloir bien recevoir avec l'hommage de mon profond respect.

On sait la suite, et comment l'intervention de l'Empereur allemand, en donnant au Sultan l'espoir d'un appui, le confirma dans les résolutions qu'il avait prises. Je ne retracerai donc point ici l'histoire de ces derniers mois.

Nous voici revenus à la même situation où nous étions à la fin de l'année dernière, avec un peu plus de tension peut-être, plus de nervosité de part et d'autre. Le Sultan se sent appuyé, plus fort. Nous avons vu l'obstacle.

Ce n'est pas mon métier de donner la clé d'une situation que les augures eux-mêmes envisagent comme difficile, mais qui pourtant n'est pas, sans doute, inextricable. Je désirerais seulement, avant de terminer, indiquer brièvement quelques unes des causes de l'insuccès de notre tentative.

Aucun Européen n'est vraiment bien sympathique aux Marocains. On se défie d'eux. Ce sont, pour tout dire, et à jamais, des infidèles, des ennemis de qui l'on a tout à craindre et bien peu à espérer.

Quand, l'année dernière, le lieutenant de Mac Lean, le frère du docteur anglais Verdon tomba, en tirant un feu d'artifice, de la terrasse de sa maison dans la rue et s'y fracassa le crâne, il n'y eut qu'un cri dans Fez: “Tant mieux ! C'est un de moins !” Et pas un ministre, pas un fonctionnaire, pas un seul Fasi ne vint à ses funérailles. Notez qu'il avait été quatre ans instructeur de la cavalerie du Makhzen, le familier du Sultan, à qui il apprenait l'escrime au sabre, dont, avec nous, il partageait les jeux. Voilà, je pense, qui est assez caractéristique des sentiments qu'on nourrit à notre endroit, à nous tous, en général.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

La France avait, quand Mouley Abd el Aziz succéda à son père, l'avantage d'une situation privilégiée: elle avait auprès du Sultan sa mission militaire.

Cette mission avait été constituée, il y a vingt-cinq ans, à la demande de Mouley Hassan lui-même. Attachée, selon les termes mêmes de la convention alors intervenue, “à l'étrier du Sultan”, le suivant dans tous ses déplacements, participant à ses expéditions, elle devait prendre très vite au Maroc un ascendant considérable. Cédant à des inspirations probablement parties de haut, elle n'a jamais joué le rôle qu'elle eût pu jouer.

Certes, j'ai la plus sincère estime pour les officiers qui la composent et j'ai de l'amitié pour quelques-uns de ceux qui s'y sont succédé mais j'ai souffert souvent de la situation qui leur était faite - un peu sans doute par la faute des instructions étroites qui leur étaient données, un peu aussi par leur faute.

Je les ai vus formalistes, à cheval sur la question d'étiquette, administratifs, en un mot.

Pas un d'entre eux, quand il avait besoin de voir l'un des ministres, n'hésitait un moment à demander, dans les formes protocolaires et hiérarchiquement, une audience. Le chef de la mission faisait de même, dépêchait un sous-officier au Palais pour savoir à quelle heure et quel jour on pouvait le recevoir. Cela, évidemment, fait honneur à leur tact diplomatique, à leur réserve. Quant aux résultats !... Le vizir lui-même était effaré de tant de précautions, prenait du temps pour réfléchir à une chose qu'on lui présentait si gravement.

Cependant, le caïd Mac Lean arrive au Dar el Makhzen, se dirige vers la *beneka* du ministre, qui quitte tout pour s'entretenir avec lui, et au bout de cinq minutes de conversation amicale, repart avec la satisfaction, la réponse qu'il était venu demander. Et je vis, un matin, le major Oguilvy, le second du Caïd, se présenter botté, éperonné, raide et hautain dans son uniforme kaki, chez le ministre de la guerre. Vingt Marocains, gros personnages, étaient là avant lui, attendant. A la porte de la *beneka*, le factionnaire fit mine de vouloir l'arrêter:

- On ne passe pas.

- Je passe partout ici, répondit le major.

Et il entra le premier, fut reçu aimablement, et quand il ressortit, fut respectueusement salué par le soldat. Probablement jamais une autre sentinelle n'a croisé l'arme devant lui. Je ne commente pas. Je constate, toujours.

Si Mouley Hassan était déjà fort bien disposé pour la France, que dire d'Abd el Aziz ?

Je ne suis pas grand diplomate, et la brigue n'est pas mon fort. On a vu, pourtant, comme rapidement je fus dans les bonnes grâces du Sultan, en un temps cependant où il commençait à se défier fortement de l'élément français.

L'une des premières choses qu'il m'avait demandées, dès qu'il fut convenu que mon séjour se prolongeait, avait été de lui enseigner notre langue. Il ne pouvait me causer plus grand plaisir. Je m'improvisai professeur. Je lui montrai l'alphabet, puis les chiffres. Il en arriva vite à connaître

des mots, à retenir des phrases. C'était un élève excellent, et doué d'une mémoire rare. Nous n'eûmes jamais de difficultés qu'au sujet du chiffre trois. Comme il avait demandé, un jour, à son artificier dans combien de temps serait prête une pièce qu'il montait, l'autre lui avait répondu, comptant sur ses doigts, puis lui en montrant trois: “Dans trois jours.” Le troisième jour, en effet, le feu d'artifice avait brillamment réussi. Et ce “trois jours” était si bien demeuré dans le souvenir d'Abd el Aziz, que, lorsque nous en arrivâmes à apprendre à compter, que je lui montrai d'abord un doigt, puis deux, puis trois, il énuméra aisément les deux premiers chiffres, un, deux, mais s'entêta obstinément à appeler le troisième “trois jours”. Ce fut le diable pour en sortir.

Nos leçons, interrompues au départ de Marrakech, furent reprises plus tard, à Fez, pendant trois mois. Mais d'autres préoccupations absorbèrent bientôt Abd el Aziz. Ses sympathies allaient, en bloc, à tous les Européens, à leur civilisation, à leurs moeurs. Le lui a-t-on assez reproché, grands dieux ! dans son pays, et même dans quelques autres ! Au point qu'on parvint à le refroidir.

Par surcroît, les représentants de la France, civils et militaires de concert, semblèrent s'ingénier, positivement, à achever de persuader le jeune Sultan que les vieux Marocains et leur alliés avaient raison et lui grand tort.

La France entretenait depuis longtemps près de Sa Majesté Chérifienne un représentant officieux, placé sur un terrain mixte entre sa mission militaire et sa légation. Du jour où elle s'arrogea le rôle de nourrice sèche et prit en mains les lisières de l'enfant Abd el Aziz, ce fut ce diplomate *in partibus* qu'elle chargea des réprimandes.

Il était arrivé à la cour chérifienne en même temps que la mission militaire. Il avait connu l'ancien Sultan, invisible, redoutable, l'empereur selon l'ancienne formule. Les façons nouvelle l'effrayèrent. Il fut le porte-parole des “vrais croyants”, s'improvisa le gardien des pures traditions, gronda, sermonna, morigéna. Il réprouva ces jeux dont la cour des Amusements était le théâtre. Il rappela que le Coran interdit les distractions futiles. Et quand il devait venir au Palais, lui ou l'un ou l'autre des membres de la mission, nous cachions vite les bicyclettes, comme des écoliers qui craignent d'être pris en faute.

Il ne crut pas non plus à l'étoile de Si Mehedi el Menebhy, et ce dut être son opinion qui entraîna celle de la légation. Il ne doutait pas que, sous l'influence des chefs religieux, ou de quelque noble, jaloux de sa rapide fortune, on en arriverait à emprisonner le favori, sinon à l'assassiner.

Il est aisé d'imaginer l'effet de ces tracasseries sans fin sur l'esprit d'un jeune prince devant qui tout, autour de lui, tremblait au moindre mot, dont chaque désir était un ordre, et qui ne trouvait de résistance que du côté de la France au front sévère, son croquemitaine !

Recevoir la mission française était pour Abd el Aziz une corvée à laquelle il ne se résignait qu'au dernier moment et quand ses ministres l'y contraignaient. Aucun de nos officiers ne fut jamais admis dans son intimité, encore que certains d'entre eux eussent gagné sa sympathie. Mais il voyait toujours derrière eux le terrible Mentor, et derrière lui encore, le *bachadour*, la légation.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

Lorsque, l’été dernier, le capitaine Fournié quitta Fez pour Tanger, il le reçut en audience de congé avec le chef de la mission, le commandant Larras. Ce fut bref et glacial. Mais trois jours plus tard, l'avant veille du départ, il faisait mander, le soir, le capitaine au Palais, s'entretenait longuement avec lui, lui exprimait sa confiance, et même, on le quittant., lui donnait un vigoureux *shake-hand*: c’était la première fois que je le voyais serrer la main d'un Européen.

Un fait montrera à quel point le Sultan était en défiance, à l’endroit de la légation et de tout ce qui y touchait de près ou de loin. A un moment donné, j'avais à l'entretenir sérieusement, et, sachant encore fort peu d'arabe, il me fallait avoir recours à un interprète. Or, je ne me fiais guère à ceux du Palais. Je demandai à Abd el Aziz la permission d'en amener un du dehors. Je le lui nommai. C’était précisément le “représentant officiel”. Alors il sourit, et fit avec ses doigts un geste de ciseaux, pour exprimer que “c'était coupé” entre eux. “Il est l'homme du *bachadour*”, ajouta-t-il. Et je dus faire un autre choix.

Tout l'entourage du Sultan, bien entendu, partageait ses sentiments.

Un homme, toutefois, avait mis tout ce monde en confiance. C'était M. Descos - j'espère ne point le compromettre en le nommant, - premier secrétaire de la légation. Je mets à part le Dr Jaffary qui accomplit silencieusement d'excellente besogne. Très simple, affable, cordial, M. Descos s’était créé, en deux ans, à Fez, à Tanger, un peu partout dans le monde officiel marocain, des relations qui allaient devenir de bonnes amitiés. C'est alors qu'on l'expédia à Port-au-Prince.

Ajouterai-je, enfin, que comme nous étions, par l’Algérie, les seuls voisins d'Abd el Aziz, il ne pouvait avoir d'incidents de frontière qu’avec nous, et qu’il en eut copieusement, non certes de notre faute, mais pas toujours par la sienne non plus.

A ce jeu-là, il était tout naturel que l'influence de Mac Lean et de l'Angleterre grandît démesurément.

Une lutte d'influence s'engagea avec acharnement entre les deux partis, et devait se poursuivre jusqu’à la signature de l'accord de 1904. Notre rivale fut à deux doigts de l’emporter définitivement et d’établir sur le Maroc son protectorat. Une ambassade était en route pour régler les derniers détails du traité. La veille seulement de son arrivée, le bon docteur Linarès, médecin major de la mission militaire, brave homme, ma foi, avec une belle figure ouverte, vrai type de vieux gouverneur militaire à l'usage d'un jeune prince, le docteur Linarès donc, porte-parole de la légation, arriva à Rabbat, où la mission britannique était attendue et signifia au Sultan que la France opposait son veto absolu à toute tentative de protectorat autre que le sien. On était, au Palais, tout à la joie d'accueillir des amis. La réception devint, du coup, embarrassée. Mais il était temps, et la légation avait fait là une démarche énergique et vraiment opportune. Il était, comme on dit: “moins cinq !”.

Eh bien, voici que cette France qu'il a pu raisonnablement considérer jusqu'à présent comme la collaboratrice, l’appui des oulémas, des docteurs de la loi, pour la sauvegarde des antiques usages, cette France ennemie de la bicyclette, de l'automobile, de tout ce que lui vendait

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

l'Angleterre rivale, vient subitement demander à Abd el Aziz d'effectuer d'un coup un tas de réformes. On s'en perdrait à moins !

Et quelles réformes à abasourdir le Maroc entier !

Tout naturellement on allait réformer d'abord l'administration et mettre de l'ordre dans les finances. Certes, j'ai vu de trop près la dilapidation dont le Trésor chérifien est victime, les exactions dont souffre et se plaint le peuple pour contester l'utilité, la nécessité de cette tâche. Le tout est de trouver la manière de la conduire à bien. Si j'ai exactement compris - c'est là, en tout cas, ce que redoute le Sultan, - on rêve d'installer du coup une organisation à la française, avec des fonctionnaires français. On aurait des ministres appointés et responsables. Plus de malversations ! L'honnêteté du haut en bas !

Evidemment, on imagine bien que la réforme n'enchanterait pas les vizirs. Du moins, on espère qu'elle nous vaudrait la popularité. Cela encore est une erreur. Même accablé d'impôts, même pressuré, le peuple ne s'indigne pas trop de ce qu'il voit ou de ce qu'il devine. L'intégrité n'est pas une vertu de là-bas. Et puis, quelle importance peut bien avoir l'opinion de la masse ?

Quant aux gens d'un certain niveau, ils ne s'étonnent plus d'un état de choses qui remonte à des éternités. Ils trouveraient stupide un homme en place qui ne ferait pas comme les camarades.

Et enfin, l'expérience d'un impôt régulier fut tentée, on se le rappelle, sous les auspices de M. Harris. Elle fut faussée, c'est entendu. Mais a-t-on actuellement les moyens d'en assurer la parfaite loyauté ?

L'esclavage est encore, à coup sûr, une question qui a préoccupé le gouvernement français. J'ai exposé sans ambages mon opinion et dit à quelles résistances il faudra s'attendre si l'on veut l'abolir d'un coup.

Quoi encore ? On doit avoir aussi un programme de travaux publics. On aura parlé au Sultan de quelque ligne ferrée à établir. J'ai parfois, moi même, fait entrevoir à des Marocains, au hasard des conversations, les avantages du chemin de fer: “Vous auriez, leur disais je, en quelques jours, à Fez, les marchandises venues de Paris, et qui mettent maintenant quatre mois à vous arriver”. Ils répondaient: “Nous les commandons quatre mois à l'avance.” Et parfois ils ajoutaient:

- Où courez-vous si vite? A la mort. Nous aussi. Nous y allons plus lentement, voila tout. Ce n'est d'ailleurs pas un moment si agréable. Nous ne sommes pas pressés.

Raisonnement de sauvages, bon, c'est entendu. Mais encore ? Si tant est que les Marocains aient tort, que nous ayons cent fois raison, quels moyens avons-nous de leur faire partager notre manière de voir ?

Le problème n'est pas de ceux qu'on résout à la façon d'un théorème, comme ça, avec des formules toutes faites.

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

Encore une fois, je n'apporte pas ici un plan de réformes. Ceux qui en élaboreront un feront bien de le choisir très élastique.

Rien ne nous est impossible, au Maroc, avec le temps. Le tort a été de vouloir trop brusquer après avoir trop tergiversé. On s'est attiré, en Europe, les ennuis que vous savez, entraînant le refus net du Sultan d'accéder à nos volontés.

Nous avons passé notre temps à faire sentir à Abd el Aziz qu'il n'était plus le maître. Guillaume II a fait exactement le contraire. On ne saurait contester qu'il se soit montré plus politique que nous. Le Sultan a été trop heureux de trouver cet appui. Et sa gratitude pour l'Empereur allemand sera longtemps vive. Il nous faut donc, d'abord, régler la situation avec notre remuant voisin; et c'est déjà, comme on dit, un rude cheveu de plus !

La “pénétration armée” qu'on a opposée à la “pénétration pacifique”, la conquête, en un mot, avait ses partisans, au Maroc comme en France. Un vieux caïd qui, à son retour d'Oudjda, vint me faire visite, au mois d'août dernier, me certifiait, prêtant évidemment ses propres désirs à ses frères, que *tous* les Marocains n'attendaient plus qu'une chose, et l'attendaient avec impatience: l'arrivée des soldats français. Moi-même, je ne fus pas éloigné de partager cette manière de voir. Mais le Parlement français s'est prononcé contre toute intervention militaire. C'est donc une affaire réglée. N'en parlons plus.

Il faut donc se remettre désormais à de longs et patients travaux d'approche: nous montrer aux Marocains aussi nombreux que nous pourrons, gagner doucement leur confiance. C'était le conseil que me donnait le Sultan. C'était aussi l'opinion d'El Menebhy, quand je le vis à Tanger, en janvier. 1901. “Il n'y a, me disait-il textuellement, que les commerçants qui connaissent bien le Maroc et qui pourront y amener des réformes”.

Il est bien certain qu'un homme comme le docteur Jaffary, qui a remplacé près de la mission militaire le docteur Linarès, et qui est le seul officier qui, jusqu'ici, ait pénétré dans l'intimité d'Abd el Aziz, fait, en soignant chaque année, dans le Palais et dans la ville de Fez, des milliers de malades, plus de besogne utile que tous les négociateurs les plus solennels. Rien, d'ailleurs, n'empêchera la diplomatie de poursuivre son oeuvre, plus adroitement, je l'espère; d'arriver à faire accepter, solliciter même ses conseils; d'appeler à son aide, au besoin, quelque financier de sens droit, habile, qui, sans situation officielle près du Makhzen, le guidera dans les circonstances embarrassantes, le persuadera de la nécessité d'une bonne et honnête gestion des ressources de l'État, dans l'intérêt même du pays, et dressera à la comptabilité correcte les scribes du ministre des finances.

Une chose excellente, je crois, pour nous, et un moyen de hâter le dénouement que nous souhaitons, serait que le Sultan et le Makhzen s'en retournent habiter Marrakech ou Rabbat. Loin de ce centre fanatique qu'est Fez, on aurait plus d'influence sur les ministres, notre action n'étant plus contrebalancée par celle des chefs religieux,

La France au Maroc : la “pénétration pacifique”

En mettant alors les choses au pis, et à supposer que Fez se révolte contre le Sultan en apprenant qu'il entre dans la voie des réformes, cela ne se produira pas en un jour. Nous aurons pu déjà commencer notre oeuvre, et avec une armée mieux organisée, une situation financière qui sera en train de se mieux équilibrer, il sera alors bien facile au Sultan de reprendre sa capitale et d'y imposer sa loi. Quelques artilleurs algériens, d'ailleurs, pourraient utilement l'y aider - sans enfreindre les volontés de notre Parlement.

Enfin, il serait meilleur encore que le Makhzen fût un peu renouvelé. Composé de ministres affaiblis, trop vieux, il est mal à même de seconder un souverain déjà peu énergique. Il y faudrait infuser un sang nouveau. Peut-être touchons-nous à l'événement, car on dit le crédit des Tazi - le ministre des finances et le favori - ébranlé fortement. Leur chute serait le signal du retour d'El Menebhy. Je m'en réjouirais, pour ma part, de tout coeur.

J'ai dit quel homme énergique est Si Mehedi, et en quelle estime je tiens son caractère. Il est de ceux qui savent, au besoin, imposer leur volonté.

On connaît, d'autre part, ses dispositions à l'égard de la France qui l'a méconnu et à laquelle il ne garde pourtant pas rancune. Ce serait, entre des mains expertes, un admirable et puissant instrument, non de pénétration, mais, au bout de peu de temps, de “domination pacifique”. Mais voudra-t-on, saura-t-on utiliser cette force qui ne demande qu'à servir?

Bonne chance, toujours.

Juin 1905